



Comité social d'administration de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes réuni le 28 novembre 2024

Déclaration liminaire des représentants CGT

La COP 16 à Cali qui n'a produit que de la poudre de perlimpinpin comme la COP 29 à Bakou et ses résultats à bas coût traduisent bien la réalité : la protection de l'environnement doit se plier aux intérêts économiques. Et en France cette réalité s'impose de plus en plus ouvertement. L'OFB, les DREAL sont de plus en plus dépeintes par certains, qui en font un fond de commerce pour leurs ambitions personnelles, comme des administrations bureaucratiques, tatillonnes et inhumaines. Ces discours largement et complaisamment relayés auprès du public entraînent des attaques de bureaux, quand ce ne sont pas les personnels eux-mêmes qui se retrouvent menacés physiquement... Allons nous attendre qu'un collègue soit tué pour que les discours de haine s'arrêtent ?

Les élections législatives de juin et juillet dernier auraient dû amener à un changement de politique, c'est en tout cas le sens du vote des électeurs. Pourtant, à l'évidence, les fondamentaux de la politique mise en œuvre par Emmanuel Macron et ses gouvernements successifs sont confirmés :

- Plus d'austérité budgétaire dans les projets de lois de finances et de financement de la sécurité sociale 2025
- Toujours plus d'austérité salariale, avec le gel annoncé du point d'indice
- Moins de politiques publiques et moins de services publics
- Et une dégradation organisée des conditions de vie et de travail des agents,

La grande cause du gouvernement actuel tient donc en un mot : **austérité**

Pour les agents du MTEL, la sanction est lourde

Nous allons subir une augmentation des frais liés à la maladie du fait des funestes projets du ministre de la fonction publique Kasbarian : imposition arbitraire des trois jours de carences et abaissement des indemnités en cas d'arrêt maladie de 100 % à 90 % durant les trois premiers mois. À cela s'ajoute le recul social qu'engage la contractualisation obligatoire avec l'assureur santé privé Alan.

Nous allons endurer les effets de la politique salariale du gouvernement Barnier, par la suppression de la GIPA, le gel de la valeur du point d'indice et l'augmentation de la part indemnitaire aux dépens de la part indiciaire dans notre traitement.

Pour la CGT, ces mesures dégradent tant la vie des agents publics que les services publics en eux-même. Elles ne sèment que des germes d'appauvrissement tant des agents publics que de l'immense majorité de la population française. Elles participent à fragiliser notre Sécurité Sociale pour à terme

la remplacer par un système d'assurances privées qui dégagera des bénéfices au profit de ses actionnaires sur nos maladies à tous.

Afin de combattre ce futur qui n'est en rien inéluctable – le gouvernement passera-t-il l'hiver ou même tout simplement la quinzaine à venir – la CGT appelle tous les agents à s'inscrire dans l'action du 5 décembre pour refuser les projets austéritaires du gouvernement.